

“Coup d’œil”

10
Mars 2002

Les organisations internationales établies à Genève Résultats de l’enquête 2001

Hausse notable pour les dépenses et pour l’emploi, activité conférièriè re soutenue : tels sont les principaux résultats de l’enquête annuelle de l’OCSTAT auprès des organisations internationales établies à Genève

Les organisations internationales gouvernementales (OIG)

23 073 personnes occupées dans les OIG, dont 53,6 % de fonctionnaires permanents

Le nombre de fonctionnaires permanents au sein des organisations internationales gouvernementales (OIG) continue d’augmenter (+ 1,4 % entre mars 2000 et mars 2001; + 166 personnes). L’effectif des autres catégories de personnel enregistre, pour sa part, une hausse de 11,0 % en un

L’Office cantonal de la statistique (OCSTAT) suit annuellement, depuis 1978, l’évolution des emplois, des dépenses et de l’activité conférièriè re des organisations internationales établies à Genève. Cette enquête porte sur toutes les organisations internationales gouvernementales (OIG; 17 en 2001) et sur 10 importantes organisations internationales non gouvernementales (OING). Les données relatives aux effectifs en personnel sont établies pour l’année de l’enquête, alors que les données afférentes aux dépenses et aux réunions accueillies par les organisations internationales concernent l’année précédente. Les résultats chronologiques de cette enquête sont présentés dans le numéro 2002/2 de la série *Données statistiques*.

an (+ 1 066 personnes). Il en résulte que le total des personnes employées par les OIG augmente de 5,6 %. En mars 2001, ce total s’établit à 23 073 personnes, dont 12 357 fonctionnaires permanents et 10 716 personnes ayant un autre statut (personnel temporaire, visiteurs, boursiers, consultants, etc.). Ces collaborateurs sont particulièrement nombreux au CERN : en plus des scientifiques rémunérés pour effectuer des recherches sur les installations de ce centre, le démantèlement du LEP (grand collisionneur électron-positon) entraîne la présence de personnes supplémentaires pour une courte durée.

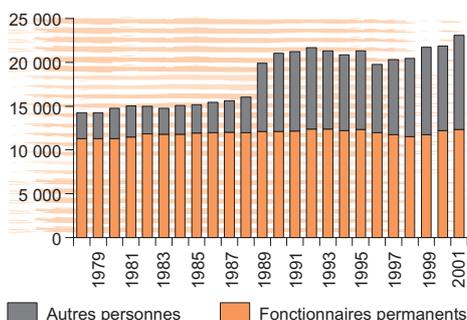
Près de la moitié des fonctionnaires permanents habitent en France

En 2001, 46,1 % des fonctionnaires internationaux permanents des OIG résident dans le canton de Genève, 7,2 % dans un autre canton et 46,7 % en France voisine.

4 milliards de dépenses engagées par les OIG

En 2000, les dépenses engagées par les OIG progressent de 13,1 % en une année, pour atteindre la somme record de 3,991 milliards de francs. Cette augmentation est principalement imputable aux dépenses courantes hors coût

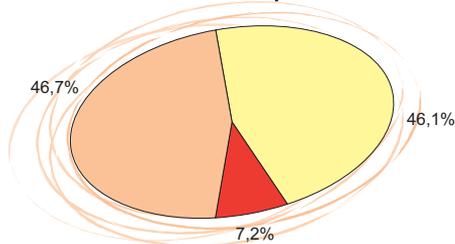
Emplois dans les OIG, depuis 1978



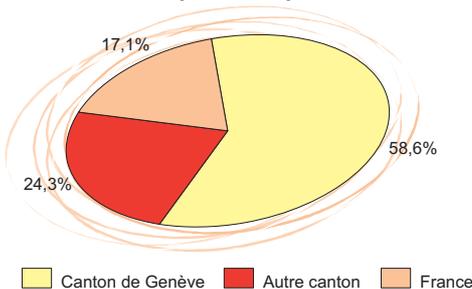
StatistiqueGenève

Emplois dans les OI, selon le lieu de résidence, en 2001

OIG : fonctionnaires permanents



OING : personnel permanent



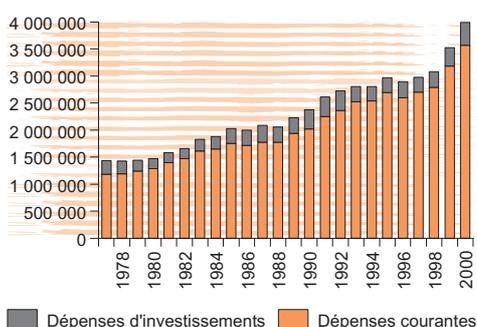
salarial (+ 28,7 %) et aux dépenses d'investissements (+ 20,8 %); le coût salarial progresse de 2,5 % en une année. Si l'on tient compte du renchérissement mesuré par l'indice genevois des prix à la consommation, l'accroissement du total des dépenses est ramené à 11,4 %.

2,4 milliards injectés dans l'économie suisse grâce aux OIG

Parmi les 3,991 milliards de francs dépensés par les OIG en 2000, 2,4 milliards reviennent à la Suisse (60,1 %) sous forme de salaires versés à des personnes résidant en Suisse ou sous forme de montants versés à des entreprises établies dans le pays pour des achats de biens ou de

Dépenses des OIG, depuis 1977

En millier de francs



services. Ce montant progresse de 17,3 % en un an (en valeur nominale).

Activité conférencière : près de 90 000 délégués et experts

En 2000, les OIG établies à Genève ont tenu 2 055 réunions internationales (+ 6,0 % en une année), soit 17 170 séances d'une demi-journée, auxquelles ont participé 89 039 délégués et experts. Plusieurs événements ont marqué l'année 2000 : Sommet mondial sur le développement social, 50^e anniversaire du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), adoption par la Commission des droits de l'homme de deux protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, adoption par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) d'un traité sur le droit des brevets, négociations sur la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et 40^e anniversaire de l'AELE.

Les organisations internationales non gouvernementales (OING)

3 263 personnes employées

Le nombre de personnes occupées dans les dix importantes OING participant à l'enquête s'établit à 3 263 en mars 2001. Le personnel permanent croît de 3,8 % (+ 98 personnes) en une année.

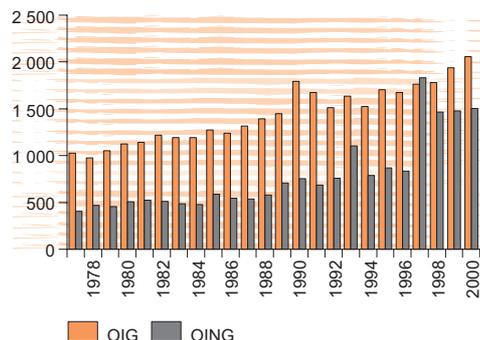
Le personnel non permanent connaît une forte progression (+ 37,2 %, soit + 151 personnes). Au total, le nombre d'emplois progresse de 8,3 % en un an.

La part des Suisses est plus importante dans ces organisations que dans les OIG (42,4 % parmi le personnel permanent, contre 9,1 % parmi les fonctionnaires permanents des OIG).

Léger recul des dépenses

Les dépenses des dix OING participant à l'enquête reculent de 0,3 % en une année (- 1,8 % en termes réels), mais restent supérieures au demi-milliard (557 millions de francs). Cette diminution est principalement due aux dépenses courantes hors coût salarial (- 8,4 %), alors que les dépenses d'investissements croissent de 8,4 % et que le coût salarial enregistre une progression de 3,0 %.

Réunions internationales des OI, depuis 1977



Les 17 OIG participant à l'enquête

ONU (Office des Nations Unies), BIT (Bureau international du travail), OMS (Organisation mondiale de la santé), UIT (Union internationale des télécommunications), OMM (Organisation météorologique mondiale), OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), BIE (Bureau international de l'éducation, rattaché à l'UNESCO), CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire), AELE (Association européenne de libre-échange), OIM (Organisation internationale pour les migrations), OMC (Organisation mondiale du commerce), UIP (Union interparlementaire), OIPC (Organisation internationale de protection civile), UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales), BITH (Bureau international des textiles et de l'habillement), South Centre et Cour de l'OSCE (Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

Les 10 importantes OING participant à l'enquête

CICR (Comité international de la Croix-Rouge), IFRC (Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge), COE (Conseil œcuménique des églises), FLM (Fédération luthérienne mondiale), FEIG (Fondation de l'Ecole internationale de Genève), IATA (Association de transport aérien international), Institut Battelle, ISO (Organisation internationale de normalisation), UER (Union européenne de radio-télévision) et CEI (Commission électrotechnique internationale).